Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

128 | 2021

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2019-2020)

Histoire et sociologie du catholicisme contemporain

Conférences données durant les années universitaires 2015 à 2020

Denis Pelletier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/3848>

DOI : 10.4000/asr.3848

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2021

Pagination : 387-394

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Denis Pelletier, « Histoire et sociologie du catholicisme contemporain », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 128 | 2021, mis en ligne le 19 juillet 2021, consulté le 08 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/3848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.3848>

Tous droits réservés : EPHE

Histoire et sociologie du catholicisme contemporain

Denis PELLETIER

Directeur d'études

*Conférences données durant les années universitaires 2015 à 2020**

1. Les catholiques en France de 1789 à nos jours

Le séminaire de l'année 2017-2018 et celui du second semestre 2018-2019 ont été consacrés à l'histoire des catholiques en France de 1789 à nos jours. L'occasion nous en a été fournie par une commande des éditions Albin Michel, elle-même liée au rôle de conseiller historique que nous avons joué de mai 2017 à septembre 2018 auprès de la documentariste Valérie Manns dans la réalisation du documentaire *Catholiques de France*¹. Les deux premiers semestres ont été consacrés à une exploration de l'historiographie du catholicisme contemporain au cours des deux dernières décennies. Le dernier semestre a permis de mettre à l'épreuve un certain nombre des thèses développées dans le livre. Celui-ci est paru en octobre 2019 sous le titre *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*.

L'évolution de l'édition en sciences humaines d'une part, celle du débat public sur les religions de l'autre, nous ont convaincu de la nécessité d'adopter des stratégies d'écriture différentes selon qu'il s'agit de rédiger un livre ou des articles destinés à des revues académiques. Dans les deux cas, toutefois, l'exigence scientifique demeure la même, et c'est un des rôles du séminaire de recherche que de mettre les thèses défendues dans le livre à l'épreuve de la critique telle qu'elle est pratiquée à l'EPHE.

Le séminaire s'est donc construit à la rencontre entre trois grands apports. D'une part, le champ historiographique couvert par la chaire « Histoire et sociologie du

* La publication de ce résumé des conférences était initialement prévue dans le tome 127 de l'*Annuaire*, paru en 2020. Une erreur de l'éditeur a engendré le décalage de la parution de l'article – enrichi depuis des enseignements de l'année 2019-2020 – au tome 128. Que l'auteur reçoive ici les excuses de l'éditeur.

1. V. Manns, *Catholiques de France*, Compagnie des Phares et Balises, 2018, 3 épisodes, 156 min.

catholicisme contemporain » s'est considérablement renouvelé depuis deux décennies, ce dont ont témoigné plusieurs bilans historiographiques et problématiques récents². D'autre part, quatorze ans de travail au sein de la Section des sciences religieuses de l'EPHE ont modifié notre regard sur notre objet de recherche, notamment au contact des sociologues et des anthropologues. Enfin, l'histoire religieuse contemporaine, et particulièrement celle du christianisme, est aujourd'hui investie par des collègues spécialistes d'autres périodes (notamment d'histoire moderne et d'histoire médiévale) ou d'autres champs disciplinaires (sociologie des organisations, sociologie politique, etc.).

Pendant l'année 2017-2018, le séminaire a suivi un ordre résolument chronologique, avec une insistance particulière sur la période révolutionnaire et sur le long XIX^e siècle. De ces deux semestres, nous retiendrons particulièrement trois points.

Le moment révolutionnaire demeure un tournant fondateur, en dépit des éléments de continuité que l'on peut y déceler par rapport aux dernières décennies du XVIII^e siècle et, probablement, par rapport à la période moderne dans son ensemble, ce que ne manquent pas de souligner les historiens modernistes venus s'intéresser à la période contemporaine. On s'est donc intéressé à la dimension proprement religieuse du fait révolutionnaire, qui est désormais bien mise en évidence par toute une tradition historiographique issue des travaux pionniers de Bernard Plongeron. On a aussi souligné, dans le prolongement du renouvellement de nos connaissances sur la « politique antireligieuse » de la révolution (de la « déchristianisation révolutionnaire » à la Vendée), la manière dont les répertoires d'action politique et d'action religieuse se recomposent, et recomposent les rapports qui les unissent, à l'épreuve du principe de souveraineté populaire. On a enfin marqué la façon dont les enjeux de mémoire, en même temps qu'ils configurent l'historiographie de la Révolution française, pèsent sur l'histoire des catholiques tout au long des deux siècles qui ont suivi, et à tout le moins jusqu'au tournant des années 1968.

L'histoire du XIX^e siècle religieux s'est également considérablement renouvelée, notamment à la suite des travaux conduits par Claude Langlois, à l'EPHE et sur cette chaire, autour de la morale sexuelle, puis autour des enjeux de genre portés par la figure de Thérèse de Lisieux. Trois points nous ont paru essentiels à souligner. D'une part, le partage entre modernité et intransigeance, tel qu'il était encore mis en valeur dans les grandes synthèses des années 1980 et 1990, doit être réévalué à la lumière d'une histoire plus attentive aux pratiques religieuses

-
2. J.-D. Durand (éd.), *Le monde de l'histoire religieuse. Essais d'historiographie*, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes, Lyon 2012 (*Chrétiens et sociétés, Documents et Mémoires* 16). En ligne : DOI : <https://doi.org/10.4000/books.larhra.2292> (consulté le 29 avril 2021) ; C. Béraud, F. Gugelot, I. Saint-Martin (éd.), *Catholicisme en tensions*, Éditions de l'EHESS, Paris 2012 ; G. Cuchet, *Faire de l'histoire religieuse dans une société sortie de la religion*, Sorbonne Université Presses, Paris 2013 ; B. Dumons, C. Sorrel (éd.), *Le catholicisme en chantiers. France, XIX^e-XX^e siècles*, PUR, Rennes 2013 ; G. Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien. Anatomie d'un effondrement*, Seuil, Paris 2018.

et aux usages et reconfigurations du religieux dans des pratiques sociales et politiques. D'autre part, l'histoire des catholiques de France ne peut être pensée sans en prendre en compte la dimension européenne, qu'il s'agisse du romantisme, de la révolution industrielle ou du conflit entre morale chrétienne et morale laïque. Enfin, en amont même de la conjoncture religieuse, la question de la configuration des régimes de sens et de pratiques mérite d'être historicisée, elle interdit de considérer le *xix*^e siècle comme la prolongation des siècles qui l'ont précédé : 1789 est bien une rupture.

Le moment 1905 a été assez longuement retravaillé à partir du renouvellement historiographique qui s'est produit à l'occasion du centième anniversaire de la loi de séparation. Cette partie du séminaire a permis de revenir sur le rôle de la mémoire collective dans la construction de l'histoire du catholicisme français contemporain.

Le premier semestre 2018-2019 a été consacré à l'histoire religieuse de l'Europe au *xx*^e siècle, sujet sur lequel nous nous efforçons de revenir régulièrement depuis plusieurs années, dans l'intention d'en faire à court ou moyen terme l'objet central du séminaire pendant une ou deux années complètes.

Lors du second semestre 2018-2019, on est revenu au livre sur les catholiques de France, alors en cours de rédaction, ce qui a permis d'aborder les deux premiers tiers du *xx*^e siècle, bien connus par ailleurs, et surtout d'esquisser, pour la première fois, une véritable histoire des catholiques en France depuis le début des années 1980. Dans *La crise catholique*, livre publié en 2002, nous nous étions penché sur le « moment 68 » de l'histoire du catholicisme français, entre réception du Concile Vatican II et mobilisations contestataires. Les quinze années qui ont suivi le Concile ont donné lieu depuis lors à une série de travaux qui ont pour partie confirmé les thèses défendues en 2002, et pour partie ont permis de les préciser, de les infléchir ou de les contester. En revanche, les quarante dernières années du catholicisme français demeuraient partagées entre le regard des acteurs et les analyses des sociologues. Une demi-douzaine de séances ont donc été consacrées à la période récente : elles ont permis de proposer une périodisation fine, de montrer les conséquences de la « bascule mémorielle » des sociétés occidentales au cours des années 1970 et 1980, de rendre compte du croisement entre enjeux de genre et enjeux politiques dans la reconfiguration d'un paysage catholique français devenu minoritaire mais qui n'en continue pas moins de peser dans l'histoire commune. On s'est enfin attaché à donner une épaisseur historique à certains des enjeux récents de l'histoire du catholicisme, depuis les protestations contre les politiques du genre et de la vie jusqu'aux polémiques sur les violences sexuelles au sein de l'Église, en passant par l'émotion collective suscitée, en avril 2019, par l'incendie de Notre-Dame de Paris. Signalons enfin que l'introduction de l'ouvrage, son épilogue, ainsi que les introductions partielles de chacun des chapitres, ont toutes fait l'objet d'une présentation en séminaire, suivie de discussions avec les étudiants, qui ont permis de préciser et d'enrichir nombre de nos analyses.

2. Séminaire « Michel de Certeau, jésuite »

Au cours des années 2015-2017, douze séances de séminaire, coorganisées avec François Trémolières, alors maître de conférences à l'université Paris Ouest, ont été consacrées à Michel de Certeau. Nous avons annoncé, dans le tome 125 de l'*Annuaire*, notre intention d'en rendre compte dans une livraison ultérieure, après publication d'un volume collectif issu de ce séminaire.

Michel de Certeau était jésuite. Formé successivement au noviciat puis au juvénat de Laval, au scolasticat de Chantilly puis à celui de Fourvière, il consacra nombre de ses travaux, dont les premiers, à des figures intellectuelles et des moments importants de l'histoire de la Compagnie de Jésus. Il rejoignit en 1956 l'équipe de la revue *Christus*, qu'il co-dirigea avec François Roustang entre 1963 et 1967. Après la crise du « troisième homme », il fut affecté aux *Études*. En 1966, il devint sous-directeur des *Recherches de science religieuse*, fonction qu'il assura jusqu'à sa mort. En 1969, il fonda la collection « Bibliothèque des sciences religieuses ». Il donna, enfin, de nombreux articles à la *Revue d'ascétique et de mystique*.

Le séminaire « Michel de Certeau, jésuite », s'est fixé pour objectif de réfléchir sur cet engagement de toute une vie. Il s'est agi d'interroger l'opposition parfois trop rapidement proposée entre un premier Certeau, historien érudit, et un second Certeau marqué par la découverte de la psychanalyse et les interrogations des années 68. On a voulu aussi éclairer la relation qui unit chez lui les travaux sur le XVII^e siècle et le regard critique sur l'actualité du catholicisme et des sciences humaines.

Mettre en avant « la part du jésuite » dans l'œuvre de Michel de Certeau, ce n'était donc ni poursuivre un procès en confessionnalisme, ni prétendre que cette part serait la meilleure, qui lui aurait permis de combattre les excès du moment structuraliste. Le séminaire a en revanche conduit à souligner l'unité maintenue d'une œuvre à travers les déplacements de son auteur, et ce qu'elle révèle d'un moment tournant de l'histoire du catholicisme et de celle des sciences humaines, que cette œuvre permet de penser de front.

Liste des séances : 24 novembre 2015 : Denis Pelletier (EPHE, PSL), « Michel de Certeau et "l'expérience religieuse" » ; 8 décembre 2015 : François Trémolières (université Paris-Ouest), « Michel de Certeau et Henri de Lubac » ; 5 janvier 2016 : Léo Botton (EHESS), « Réflexions sur l'usage heuristique de l'"écriture freudienne" et de la réflexion psychanalytique lacanienne dans l'œuvre de Michel de Certeau » ; 19 janvier 2016 : Pierre-Antoine Fabre (EHESS), « Michel de Certeau et l'*ars moriendi*, entre le XVII^e siècle et l'extrême contemporain » ; 2 février 2016 : Yvon Tranvouez (université de Bretagne occidentale), « Un jésuite dans les réseaux de la gauche catholique : les aléas du militantisme » ; 16 février 2016 : séance collective, « Certeau d'un siècle à l'autre » ; 15 novembre 2016 : Dominique Salin (Centre Sèvres), « Michel de Certeau et les *Exercices spirituels* » ; 29 novembre 2016 : Claude Langlois (EPHE-PSL) : « Michel de Certeau au séminaire de Jean Orcibal (1957-1963) : une génération cléricale singulière » ; 13 décembre 2016 : Dominique Julia (CNRS-CESOR), « Un débat historiographique. *Magistrats et sorciers en France au XVII^e siècle. Une analyse de psychologie historique* :

la thèse de Robert Mandrou (Paris, 1968) et sa critique par Michel de Certeau (1969) » ; 10 janvier 2017 : Luce Giard (CNRS) : « Michel de Certeau captivé par l'Amérique latine » ; 24 janvier 2017 : Charlotte de Castelnau L'Estoile (université Paris Diderot), « Michel de Certeau et la conversion du missionnaire » ; 7 février 2017 : Guido Mongini (université de Turin) : « Michel de Certeau, historien de la Compagnie de Jésus ».

Le séminaire a donné lieu à la publication du dossier « Michel de Certeau, jésuite », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 104 (n° 253), juillet-décembre 2018, p. 237-368 (introduction de Denis Pelletier et François Trémolières, contributions de Léo Botton, Dominique Julia, Claude Langlois, Guido Mongini, Denis Pelletier, Yvon Tranvouez, François Trémolières).

3. Pour une histoire religieuse de la séparation

L'achèvement d'un ouvrage sur l'histoire du catholicisme français à l'époque contemporaine et la perspective ouverte par un éditeur scientifique d'un livre qui proposerait une autre histoire de la laïcité française ont conduit à transformer en sujet du séminaire 2019-2020 ce qui fut d'abord une formule à l'emporte-pièce : « pour une histoire religieuse de la séparation des Églises et de l'État ». Les inventeurs de la laïcité française ont fait de l'enseignement de l'histoire à l'école publique une des fondations de la citoyenneté républicaine. Ils n'ignoraient point qu'un tel choix conduirait à faire de la connaissance d'une histoire politique longtemps marquée du sceau du religieux un ressort paradoxal de cette citoyenneté. Ils ont ainsi fait du « fait religieux » une limite et une épreuve pour la culture républicaine. En retour, les religions, et d'abord le catholicisme, longtemps hégémonique en France, ont été instituées en instances critiques de la démocratie. Complexe, évolutive, cette relation entre religion et politique est au cœur des « fondations prépolitiques de l'État démocratique » à propos desquelles Jürgen Habermas et Joseph Ratzinger nouèrent un dialogue le 19 janvier 2004 devant l'Académie catholique de Bavière (traduction française par Jean-Louis Schlegel, *Esprit* [juillet 2004], p. 5-28). Explorer l'histoire *religieuse* de la séparation, c'est tenter de faire un pas de côté par rapport à l'historiographie classique de la « guerre des deux France », en faisant du religieux un observatoire anthropologique de l'espace politique hexagonal.

Le séminaire s'est ouvert sur une série de séances consacrées à la commémoration du centième anniversaire de la loi de 1905. L'inventaire, sans doute incomplet, des manifestations parisiennes et surtout provinciales et des publications, articulé sur l'examen de la presse écrite tout au long de l'année 2005 et sur l'étude de l'intervention du pape Jean-Paul II (lettre du 14 février aux évêques de France), puis du rapport des évêques paru en juin sous le titre « l'Église catholique et la loi du 9 décembre 1905 cent ans après », ont permis d'installer une chronologie courte et de l'articuler sur deux temporalités plus longues. La première, 2001-2005, met en évidence la façon dont l'édifice laïque est alors déstabilisé par trois séries de questions, celle de la controverse sur les « racines chrétiennes de l'Europe » et sur ses frontières (la Turquie est-elle européenne ?), celle de l'irruption de l'islam comme deuxième confession religieuse en France (loi de 2004 sur les « signes

ostensibles d'appartenance religieuse » à l'école), celle enfin des politiques de la vie, des politiques du corps et des politiques du genre, apparues quelques décennies auparavant mais devenues un objet de controverse particulièrement vive avec les débats sur le PACS, sur la génomique, sur la procréation médicale assistée et sur la fin de vie. Le choix de l'épiscopat français, d'inscrire son combat contre ces « politiques de la vie » dans le cadre même de la défense d'une laïcité ouverte à l'apport anthropologique et éthique des religions, permet de dessiner enfin une chronologie plus longue. Le rapport des évêques à la laïcité est en effet au cœur de la redéfinition de la place du catholicisme dans la société française depuis l'ébranlement des années 68. Trois textes jalonnent la période. En 1972, « Église, politique et foi. Pour une pratique chrétienne de la politique » marque la reconnaissance officielle par l'épiscopat du pluralisme politique des catholiques français. En 1991, « Politique : l'affaire de tous », accentue la place accordée à l'engagement politique et à sa dimension pluraliste, dans un contexte marqué par la crise des idéologies et le déclin de l'utopie révolutionnaire. En 1999, « Réhabiliter la politique » prend acte d'une crise de l'engagement politique tout en appelant à réagir contre cette crise, comme si l'Église de France, décidément ralliée à la République laïque, se posait en ferme support d'une démocratie dont les excès de la sécularisation auraient fini par mettre à mal les fondements mêmes.

C'est au regard de cette première séquence que l'on a consacré ensuite plusieurs séances à la loi de 1905 elle-même, avec deux préoccupations principales. D'une part, en nous appuyant notamment sur les travaux de René Rémond et ceux de Jacqueline Lalouette, nous sommes revenus sur l'attitude diversifiée des catholiques face à l'idée même de séparation tout au long du XIX^e siècle. D'autre part, en confrontant les recherches anciennes de Jean-Marie Mayeur, René Rémond et Maurice Larkin à des travaux plus récents, notamment parus à l'occasion du centenaire (Jean Baubérot, Patrick Cabanel, Rita Hermon-Belot, Jacqueline Lalouette, Émile Poulat, Jean-Paul Willaime, etc.) ou après lui (Philippe Portier), nous avons interrogé la manière dont une loi qui fut pour partie de circonstances – rien n'était moins acquis, jusqu'en 1902 en tout cas, que l'idée de la séparation – a pu devenir un « monument fondateur » de la République et le symbole d'un modèle spécifiquement français de relations entre l'État et les confessions religieuses. Une première réponse supposait de passer par une histoire culturelle du « moment 1905 » de la société française, qui venait de faire l'objet d'un chapitre de notre livre, *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*, paru au début de l'année universitaire. La loi de 1905 y est analysée à la fois comme une loi de circonstances, liée au grippe du système concordataire et à la dégradation des relations entre Paris et Rome sous le pontificat de Pie X, et comme la mise en œuvre juridico-politique d'une séparation qui se joue ailleurs, du côté de la science entre crise du modernisme et offensive positiviste, du côté de la vie quotidienne avec la première prise de conscience de la sécularisation de la société française, du côté d'une « République du quotidien » enfin, entre le desserrement des allégeances sociales traditionnelles et l'essor d'une mouvance associative attachée à enraciner la culture républicaine au plus profond (ce que Christian Topalov appelait naguère la « nébuleuse réformatrice »). Force est d'admettre que, sur chacun de ces points, la « séparation » est

moins un fait acquis qu'un travail à l'œuvre, la définition d'une zone de frontière qui est autant un espace d'échanges qu'une ligne de démarcation entre l'Église et la République.

On a donc consacré le second semestre de l'année, dans un contexte marqué par le confinement et la bascule vers un enseignement par visioconférence, à examiner l'histoire du xx^e siècle sous l'angle de la notion de « séparation » ainsi revisitée. Trois « observatoires » ont été déployés successivement, dont chacun permettait d'analyser une catégorie fondatrice de l'espace républicain au regard de sa « version » catholique : l'histoire des intellectuels, en examinant la figure de l'intellectuel catholique au regard de celles, concurrentes, de l'expert et du théologien ; l'histoire de la résistance, en confrontant les définitions de l'acte résistant proposées par Pierre Laborit, Laurent Douzou et Jacques Sémelin, à la notion de « résistance spirituelle » telle qu'on la voit fonctionner côté protestant avec les thèses de Pomeyrol, côté catholique avec *Témoignage chrétien* ; l'histoire de l'engagement social, en étudiant notamment comment les pratiques de l'enquête sociale nourrissent chez les catholiques une manière originale de nouer appartenance militante et appartenance religieuse. Enfin, les dernières séances de l'année ont permis de revenir sur la période immédiatement contemporaine, en nous interrogeant sur la façon dont la notion de « séparation » permettait de nuancer l'opposition qui s'est imposée depuis quelques années dans l'historiographie entre « catholicisme d'ouverture » et « catholicisme d'identité ». Un séminaire ouvert sur l'idée d'une « histoire religieuse de la séparation » avait ainsi conduit, par le jeu des interrogations suscitées de séance en séance, à analyser dans le même mouvement la sphère du politique et celle du religieux à l'épreuve de la catégorie de la « séparation ». Tout se passe comme si la loi de 1905, loin d'acter *une fois pour toutes* la séparation entre le religieux et le politique, avait institué le *travail de la séparation*, jamais acquis et toujours à reprendre, comme une dimension centrale de la culture démocratique en France. Dans cette perspective, l'originalité de la loi de 1905, telle que l'ont « monumentalisée » sa réception et la jurisprudence à laquelle elle a donné lieu, serait d'avoir à la fois fixé un cadre juridico-politique à la séparation du religieux et du politique, et donné une légitimité aux opinions qui s'affrontent en son sein sur la portée même de cette séparation, sans cesse remise sur le métier à la faveur de l'évolution de la société française. C'est à cette hypothèse que nous envisageons de consacrer un semestre de séminaire durant l'année 2021-2022.